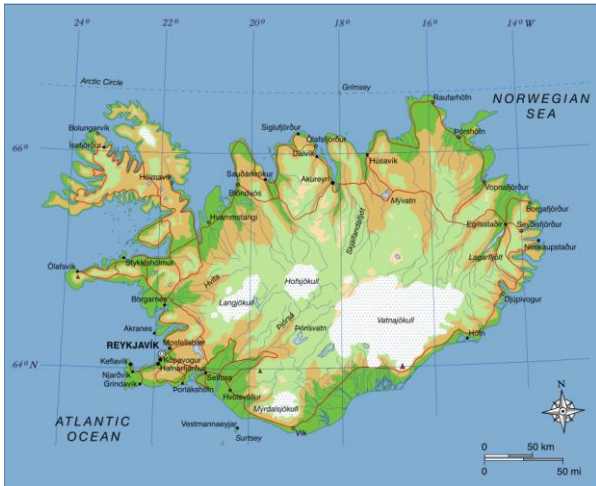


Islande



Données géographiques (chiffres du Bureau des statistiques de l'Islande)

Superficie : 103 000 km² Capitale : Reykjavik (l'agglomération de Reykjavik regroupe 207 174 habitants) Villes principales : Akureyri, Keflavik, Egilsstadir, Hafnarfjörður, Kopavogur
Population : 329 100 (01/01/2015) Croissance démographique (2014) : +1% Densité de la population (hab. par km²) : 3,2 (2014) Espérance de vie (2014) : 83, 6 ans pour les femmes et 80, 6 ans pour les hommes Population active (2014) : 185.200 personnes Religions : protestants luthériens (76,2%), catholiques (3,4%) Indice de développement humain (Classement PNUD 2014) : 0,895 (13^e rang).

Données économiques (Sources : DGT sauf autrement signalé)

PIB(€) : 11,07 Mds (2012), 11,58 Mds (2013), 12,87 (2014), 14,15 (2015p) PIB par habitant (€) : 34.534 (2012), 35.777 (2013), 39.525 (2014), 43.216 (2015p)

Taux de croissance : +1,3% (2012), +3,6% (2013), +1,9% (2014), + 4% (2015) Taux de chômage : 6,1% (2012), 5,4% (2013), 5% (2014), 3,1% (fév. 2016) Taux d'inflation : 5,2% (2012), 3,9% (2013), 2% (2014), 1,5% (mars 2016)

Solde budgétaire (du PIB) : -3,7% (2012), -1,7% (2013), -0,2% (2014), +0,4 (2016) Dette publique (% du PIB) : 92,8 (2012), 85,9 (2013), 81,2% (2014), 70% (2015) Balance commerciale (% du PIB) : 6,1%(2012), 8,2% (2013), 6,4% (2014)

Principaux clients (2014) : Pays-Bas (29,2%), Royaume-Uni (11,2%), Espagne (7,6%), Allemagne (6%), France (5%), Russie (4,9%) Principaux fournisseurs (2014) : Norvège (14,9%), Etats-Unis (10,2%), Danemark (7,6%), Allemagne (7,6%), Chine (7,2%), Pays-Bas (6,6%),

Situation économique

La crise de 2008 a mis un terme à l'extension démesurée du système bancaire islandais (10 fois le PIB) et mené à l'effondrement de la couronne islandaise (de plus de 40%) et du PIB (de 15%), La reprise économique islandaise se confirme comme l'a indiqué le rapport de stabilité financière publié par la banque centrale en octobre 2015 : les indicateurs macro-économiques islandais sont maintenant favorablement orientés.

En 2016, l'économie islandaise a retrouvé la croissance et son principal moteur s'avère être la demande domestique, et en particulier la consommation des ménages. Elle dispose de certains atouts : la pêche représente encore 40% des exportations, l'énergie y est abondante et en quasi-totalité renouvelable (géothermie et hydroélectricité), le tourisme est en pleine expansion, la main-d'œuvre est bien formée et de nouvelles filières se développent (TIC, data centers, silicium).

Politique extérieure

L'Arctique constitue un axe principal de la politique étrangère islandaise. De fait, la fonte des glaces due au réchauffement climatique a un impact majeur sur les eaux territoriales islandaises (migration des stocks halieutiques vers le Nord, perspectives d'exploitation des hydrocarbures). Suite à l'adoption d'une stratégie arctique en février 2011, un comité interministériel présidé par le chef du gouvernement a été créé en 2013 soulignant l'importance de l'Arctique pour l'Islande. Membre fondateur de l'OTAN et pays sans armée, l'Islande poursuit ses intérêts de sécurité dans les cadres de l'Alliance atlantique et de la coopération nordique.

L'Islande s'est donné pour objectif, à l'horizon 2050, de devenir le premier pays au monde totalement indépendant des ressources fossiles et polluantes. Aujourd'hui, c'est le seul pays où la production d'électricité est entièrement d'origine renouvelable. Elle a publié sa contribution nationale (INDC) en juillet 2015, alignée sur les engagements de l'Union européenne, mais pourrait avoir des difficultés à atteindre son objectif d'une réduction de 40% de ses émissions.

Consignes :

1. Localisez votre territoire continental ainsi que les territoire marins dont vous disposez en exclusivité en vue de leur exploitation économique.
2. A l'aide des documents, localisez sur cette carte les différentes ressources maritimes que vous pouvez exploiter.
3. Identifiez les ressources les plus intéressantes en fonction de leur abondance et de votre stratégie économique.



Norvège



Données géographiques

Superficie : 323 802 km² (Svalbard inclus) Capitale : Oslo (l'agglomération d'Oslo regroupe 634 463 habitants) Villes principales : Bergen, Trondheim, Stavanger, Tromsø Population : 5.166.493 (1er janvier 2015) Croissance démographique : 1,27% (par rapport à 2014) Densité de la population : 15,9 hab. par km² Espérance de vie : Femmes : 84,2 ans, hommes : 80,1 ans (2014) Population active : 2.630.800 personnes (2014) Religions : Évangéliques luthériens de Norvège (87%), musulmans (1,5%), catholiques (1%) Indice de développement humain : Classement PNUD 2014 : 0, 944 (1ère place)

Données économiques (sources : Commission européenne et DG Trésor)

PIB (mds €) : 393,3 (2013), 377,6 (2014), 350,9 (2015), 344,3 (2016p) PIB par habitant (en €) : 77.381 (2013), 73 376 (2014), 70 324 (2015), 70 733 (2016p) Taux de croissance : 0,7% (2013), 2,2% (2014), 1,6% (2015), 1,2 (2016p) Taux de chômage : 3,4% (2013), 3,4% (2014), 4,2% (2015), 4,4 (2016p) Taux d'inflation : 2% (2013), 1,9% (2014), 2% (2015), 3% (2016p) Solde budgétaire (% PIB) : 10,7 (2013), 8,7 (2014), 5,7 (2015), 6,1 (2016p) Dette publique (% PIB) : 29,2 (2013), 26,6 (2014), 27,6 (2015), 30,6 (2016p) Balance commerciale : 48 Mds € (2013), 40,9 Mds € (2014), 24,9 Mds € (2015) Principaux clients (2015) : Royaume-Uni (21,2%), Allemagne (17,8%), Pays-Bas (10%), France (6,3%), Suède (5,9%), Belgique (4,9%) Principaux fournisseurs (2015) : Suède (11,6%), Allemagne (11,4%), Chine (10,2%), Royaume-Uni (6,3%), États-Unis (6,1%), Danemark (5,7%)

L'économie norvégienne est stable et fait preuve de dynamisme. Elle a été relativement épargnée par la crise internationale (chute de 1,5% du PIB en 2009), et sa croissance est montée à près de 3% en 2012, tirée par la consommation privée et les investissements pétroliers. Depuis 2014 et la chute des cours du pétrole, les investissements dans le secteur des hydrocarbures ont connu un ralentissement (les hydrocarbures représentent plus de 50% des exportations et, un quart des revenus budgétaires et du PIB de la Norvège). Le leader norvégien, Statoil, a abandonné plusieurs grands projets de prospection dans les zones arctiques difficiles d'accès. Sur le marché de travail, cela signifie une perte actuelle de plus de 25 000 postes de travail dans l'industrie pétrolière. Le niveau de production d'hydrocarbures se dirige momentanément vers un plateau. Un tel phénomène pourrait avoir de fortes conséquences dans ce pays qui est le 7e exportateur mondial de pétrole et le 3e de gaz. Les revenus de la rente pétrolière ont ainsi fondu dès 2014 et la tendance inchangée en 2015 a entraîné des rectificatifs budgétaires. Néanmoins, grâce aux revenus pétroliers, le gouvernement conserve une marge budgétaire qu'il compte utiliser pour des ajustements de sa politique. La production norvégienne actuelle de gaz devrait rester stable jusque 2035, en incluant des nouvelles découvertes attendues.

La croissance de l'économie norvégienne est à présent estimée à 1,2% pour 2016. Le principal frein est la baisse de 8 à 11% des investissements dans l'industrie pétrolière. De même, la consommation des ménages devrait légèrement se tasser à 1,8% en 2016, contre 3,5 à 4% enregistrés sur les trois dernières années. Le produit intérieur brut ainsi devrait croître de 1,6% en 2015 et de 1,2% l'année prochaine, contre 2,2% en 2014

La principale interrogation concerne les effets de la baisse des cours du Brent sur les finances publiques. Malgré un environnement macro-économique très différent - cours du Brent en particulier - le budget présenté le 7 octobre 2015 prévoit un budget à l'équilibre si l'on inclut les recettes pétrolières. Hors revenus pétroliers le déficit est cependant de 194 Mrds de Nok (7,1 % du PIB). La politique budgétaire peut être qualifiée d'expansive avec une croissance nominale des dépenses de 3,6% (4,5% hors pétrole) à 1 245 Mrds Nok (135 Mrds €). Les priorités vont aux dépenses sociales (36%) mais aussi aux transports et à l'éducation. L'exercice 2016 a été basé sur une hypothèse de croissance de 1,2 %, une inflation de 2,5 % et un chômage de 4,5 %. Le Fonds de Pension Global (FPG) devrait être sollicité à hauteur de 2,8 % de sa valeur (207Mrds), soit moins que les 4% autorisés. Le budget de 2016 prend pour hypothèse une baisse de 32% des recettes pétrolières, partiellement compensée par une hausse de 2% des autres revenus.

La région du Grand Nord (délimitée à l'Ouest par la mer de Norvège et à l'Est par la mer de Barents) est clairement définie comme la priorité de la politique étrangère norvégienne, en raison des perspectives d'exploitation des hydrocarbures (25% des ressources pétrolières et gazières mondiales non encore découvertes y seraient localisées), des ressources halieutiques de plus en plus importantes (la zone abrite d'ores et déjà le plus important stock de poissons consommés en Europe) et du développement à terme du transport commercial par le passage du Nord-Est (triplement prévu du trafic maritime en moins de 10 ans du fait de la fonte de la banquise). Ces perspectives doivent être conciliées avec la protection d'un environnement particulièrement fragile. Dans ce contexte, la Norvège souhaite renforcer le rôle du Conseil arctique, dont elle héberge le secrétariat permanent (à Tromsø). Elle est le pays le plus favorable à une implication des États observateurs du Conseil dans la coopération en Arctique et soutient la candidature de l'UE à un statut d'observateur. Outre son rôle actif au sein du Conseil nordique qui réunit les cinq pays nordiques, ses territoires autonomes et, comme observateurs, les pays baltes, elle est à l'origine de la création du Conseil euro-arctique de la mer de Barents et participe au Conseil des États riverains de la mer Baltique.

Membre fondateur et partenaire fiable de l'OTAN, la Norvège considère l'Alliance comme le garant de sa sécurité et reste très attachée à la préservation du rôle et des compétences de l'organisation, perçue comme un instrument de sécurité et d'influence inégalable en Europe (la PSDC apparaissant comme un complément). Attachée au maintien d'une implantation significative sur le sol européen, la Norvège soutient l'idée d'un recentrage du rôle de l'Alliance sur ses fonctions traditionnelles et sur son territoire premier, l'Europe. Elle défend un rôle important des implantations sur son propre territoire (commandement de Stavanger) et n'hésite pas pour cela à mobiliser des moyens importants. La nomination de Jens Stoltenberg au poste de SG de l'OTAN en 2014 reflète la reconnaissance de l'engagement de la Norvège au sein de l'Alliance et de sa capacité à mener un dialogue responsable et ferme avec la Russie.

Consignes :

1. Localisez votre territoire continental ainsi que les territoire marins dont vous disposez en exclusivité en vue de leur exploitation économique.
2. A l'aide des documents, localisez sur cette carte les différentes ressources maritimes que vous pouvez exploiter.
3. Identifiez les ressources les plus intéressantes en fonction de leur abondance et de votre stratégie économique.



Danemark

Données démographiques

Population : 5.627.235 hab. au 1er janvier 2014^{[1][SEP]} Densité : 130,4 hab. par km² (2012)^{[1][SEP]} Croissance démographique : 0,28 % par an^{[1][SEP]} Espérance de vie : 78,1 pour les hommes et 82,1 pour les femmes (2012)^{[1][SEP]} Taux d'alphabétisation : 100 % (2009)^{[1][SEP]} Religions : protestants luthériens (83%), musulmans (4%)^{[1][SEP]} Indice de développement humain : 0.900/1.0 (rang : 10/187)

Données économiques^{[1][SEP]} Sources : Commission européenne – eurostat

PIB : 256,8 Mds € en 2014^{[1][SEP]} PIB par habitant : 45.514 € (2014)

Taux de croissance : 1,6 % en 2015 (prév. 2016 : 2,0 %)^{[1][SEP]} Taux de chômage : 6,3 % en 2015^{[1][SEP]} Taux d'inflation : 0,5 % en 2015

Déficit budgétaire : -3,3% du PIB en 2015 Dette publique : 40,2 % du PIB en 2015^{[1][SEP]} Balance commerciale (2013) : 10,2 Md€ (Exportations : 82,9 Md€ - Importations : 72,7 Md€)

Principaux clients (1er semestre 2014) : Allemagne (17,4%), Suède (11,7%), Royaume-Uni (7,3%), Etats-Unis (7%), Norvège (7%), Pays-Bas (4,1%)^{[1][SEP]} Principaux fournisseurs (1er semestre 2014) : Allemagne (20,3%), Suède (12,21%), Pays-Bas (7,4%), Chine (6,7%), Norvège (6,1%), Royaume-Uni (4,6%)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2013) :

agriculture : 1,5 %
industrie : 21,4 %
services : 77,1 %

Situation économique

Dépendant aux 2/3 des échanges extérieurs, le Danemark n'a pas été épargné par la crise économique (recul du PIB de 4,9% en 2009) mais son économie affiche à nouveau de bons résultats. La consommation privée reste néanmoins bridée par le niveau élevé d'endettement des ménages (270 % de leur revenu disponible brut), en raison de l'envolée des prix de l'immobilier. La dette publique reste à un niveau comparativement favorable, évoluant autour de 45% du PIB.

Le Groenland

Population : 56.295 habitants (juillet 2014), dont 47.461 dans les villes

Capitale : Nuuk (16.464 habitants)

Le Groenland jouit depuis 2009 d'un statut d'autonomie renforcée. La défense et la monnaie restent de la compétence exclusive du Royaume de Danemark.

PIB (2011) : 1,5 milliard d'euros

Taux de chômage (2013) : 9,4 %

Taux de croissance (2011) : 3,2%

Inflation (2012) : 4,8 %

Exportations (2011) : 341 millions d'euros (dont pêche : 89%). 80% des exportations vers le Danemark et un volume de 5 M€ vers la France

Importations (2011) : 647 millions d'euros dont 4,4 M€ depuis la France

Principaux clients : Danemark, Canada, Islande

Principaux fournisseurs : Danemark, Suède, Royaume-Uni, Norvège, Allemagne, Canada, Etats-Unis, France

Budget de l'Etat (2011) : 1,25 Md€, dont environ 0,08 Md€ de subvention danoise

Le 15 décembre 2014, le Danemark a déposé devant l'ONU une demande pour la reconnaissance de sa souveraineté sur le Pôle Nord et une large part de l'océan arctique, au-delà des frontières maritimes actuelles du Groenland.



Consignes :

1. Localisez votre territoire continental ainsi que les territoire marins dont vous disposez en exclusivité en vue de leur exploitation économique.
2. A l'aide des documents, localisez sur cette carte les différentes ressources maritimes que vous pouvez exploiter.
3. Identifiez les ressources les plus intéressantes en fonction de leur abondance et de votre stratégie économique.



Russie

RUSSIE



Données géographiques

Superficie : 17 millions de km² (SEP) Capitale : Moscou (11,5 millions d'habitants) (SEP) Villes principales : Saint-Petersbourg (4,8 M), Novossibirsk (1,5 M), Ekaterinbourg (1,3 M), Nijni Novgorod (1,2 M) (SEP) Population : 143,7 millions d'habitants (RosStat, 2014) (SEP) Densité : 8,6 habitants/km² (SEP) Croissance démographique : 0,06% (RosStat, 2014) (SEP) Espérance de vie : 70,7 ans (RosStat, 2013) (SEP) Indice de développement humain : 0,778/57ème place (PNUD, 2014) Principales confessions religieuses : Orthodoxes 41%, Musulmans 6,9%, Chrétiens 4,1%, Bouddhistes 0,5%, Hindouistes 0,5% (Centre Sreda, 2012)

Données économiques

RNB : 2097 Mds USD (Banque Mondiale, 2013) (SEP) RNB par habitant : 13 210 USD (Banque Mondiale, 2014) (SEP) Taux de croissance 2014 : 0,6 % (FMI) (2013 : 1,3% ; prévisions 2015 : - 3 %) (SEP) Taux de chômage : 5,2% (OCDE, 2014) (SEP) Taux d'inflation : 11,5% (Ministère des finances russe, 2014) (SEP) Emissions de CO₂ : 12,2 tonnes/habitant (Banque Mondiale, 2014) (SEP) Principaux clients (% des exportations, 2013) : Pays-Bas (13,3%), Italie (7,5%), Allemagne (7%), Chine (6,8%), Turquie (4,8%) Principaux fournisseurs (% des importations, 2013) : Chine (16,7%), Allemagne (11,2%), Etats-Unis (5,2%), Ukraine (4,9%), Japon (4,2%) (source : DG Trésor) Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB (2013) : agriculture : 3,4 %, secondaire industrie, mines) : 31,2%, tertiaire (services) : 65,4%

Situation économique

Le pays constitue, avec 143,7 millions d'habitants (selon les chiffres officiels russes), le 9e marché national au monde. L'économie russe se caractérise par l'importance des ressources en hydrocarbures (deuxième producteur mondial de gaz et de pétrole en 2013) et des richesses minières et naturelles du pays (charbon, or, nickel, cobalt, diamants, bois...). L'exportation de ces ressources naturelles représente plus des deux tiers des exportations russes. La métallurgie, l'armement, le nucléaire et le spatial sont également des spécialisations industrielles russes. Les secteurs des services (télécommunications, finance, distribution) ont connu un essor important au cours de la dernière décennie. La Russie a connu de 2000 à 2008 une croissance moyenne de 7% par an. Elle a été durement touchée par la crise économique et financière de 2008, avec une récession de près de -8% en 2009. Le pays a renoué avec la croissance (autour de 4% par an) en 2010 et 2011 grâce à la bonne tenue des prix du pétrole et à l'augmentation de la demande interne. Un ralentissement entamé en 2012 s'est confirmé en 2013 (croissance de seulement 1,3%) et amplifié en 2014 (croissance de 0,6%). Les prévisions pour 2015 s'établissent actuellement entre -3% et -4%. Cette tendance révèle les principales faiblesses de l'économie russe, qui sont l'épuisement des facteurs internes d'une croissance axée sur la demande (la décélération de la hausse des salaires réels et du portefeuille de crédits aux particuliers a freiné la consommation des ménages), la faible productivité du travail (effort d'investissement insuffisant) et le manque de compétitivité des exportations, hors hydrocarbures. Alors que les hydrocarbures représentent environ 30% du PIB, 50% des recettes budgétaires et 70% des exportations, la baisse des cours du baril (environ 40 USD/baril en août 2015 contre un maximum de 115 USD/baril en juin 2014) pèse fortement sur l'économie russe.

Le Fonds monétaire international prévoit ainsi -3% de croissance en 2015 et -0,3% en 2016. La Russie dispose d'une balance commerciale structurellement excédentaire (9,9% du PIB à 186 Mds USD en 2014 contre 8,7% du PIB en 2013), mais la tendance de long terme est à la baisse de l'excédent.

Consignes :

1. Localisez votre territoire continental ainsi que les territoire marins dont vous disposez en exclusivité en vue de leur exploitation économique.
2. A l'aide des documents, localisez sur cette carte les différentes ressources maritimes que vous pouvez exploiter.
3. Identifiez les ressources les plus intéressantes en fonction de leur abondance et de votre stratégie économique.



Canada



Données géographiques

Superficie : 9 984 670 km² (SEP) Capitale fédérale : Ottawa (1,24 million d'habitants) (SEP) Principales villes (2014) : Toronto (6,21 millions d'habitants), Montréal (4,13 millions), Vancouver (2,31 millions), Calgary (1,41 million), Ottawa-Gatineau (1,24 million), Edmonton (1,16 million) (SEP) Population (estimation novembre 2015) : 35,86 millions d'habitants (SEP) Densité : 3,5 hab. / km² (SEP) Croissance démographique (estimation 2015) : + 1,0% vs 2014 (SEP) Espérance de vie (2014) : 79 ans (H), 84 ans (F) (SEP) Religions (2011) : chrétiens 67,3% (dont catholiques 39,0%, protestants 16,0% orthodoxes 1,7%) ; musulmans 3,2% ; hindouistes 1,5% ; sikhs 1,4% ; bouddhistes 1,1% ; juifs 1%. Sans religion : 23,9% (SEP) Indice de développement humain IDH (2013) : 0,902 (8e/187)

Données économiques

PIB nominal (2014) : 1 887 Mds USD (1 671 Mds € - parité euro dollar septembre 2015) (SEP) PIB nominal par habitant (2014) : 50 271,1 USD (44 520 € - parité euro dollar septembre 2015) (SEP) Taux de croissance 2014 : 2,5% (prévision 2015 : 1,1%) (SEP) Taux de chômage (octobre 2015) : 7,0% (SEP) Taux d'inflation (septembre 2015) : 1,0% (SEP) Solde budgétaire (budget 2015-2016) : + 1,4 Mds CAD (SEP) Balance commerciale (2014) : + 13,4 Mds CAD Principaux clients (2014) : États-Unis (76,8%), Chine (3,7%), Royaume-Uni (2,9%), Japon (2,0%) (SEP) Principaux fournisseurs

Le Canada figure parmi les pays les plus développés de la planète, et a longtemps dominé le classement de l'Indice de Développement Humain (8e aujourd'hui).

Le pays est ouvert sur l'extérieur : les échanges de biens comptent pour près des trois-quarts du PIB. Le Canada possède des accords de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique (ALENA, 1994), Israël (1997), le Chili (1997), le Costa Rica (2002), l'AELE (2009), le Pérou (2009), la Colombie (2011), la Jordanie (2012), le Panama (2013), le Honduras et la Corée du Sud (2014). La négociation avec l'Union européenne de l'Accord économique et commercial global s'est achevée en septembre 2014. Des négociations sont en cours avec l'Inde et plusieurs autres pays.

Le Canada présente deux particularités :

il est immensément riche en matières premières (hydrocarbures, minerais, produits agricoles). Le Canada détient ainsi les troisièmes réserves mondiales de pétrole, en est le 6ème producteur. C'est le premier pays exportateur d'uranium. Ces matières premières représentent une part croissante des exportations du Canada ;

il est voisin de la première économie mondiale, les États-Unis, proximité encore renforcée par l'ALENA. Les trois quarts des exportations canadiennes sont destinées au marché américain. Les États-Unis détiennent plus de la moitié du stock d'investissements directs étrangers au Canada.

Consignes :

1. Localisez votre territoire continental ainsi que les territoire marins dont vous disposez en exclusivité en vue de leur exploitation économique.
2. A l'aide des documents, localisez sur cette carte les différentes ressources maritimes que vous pouvez exploiter.
3. Identifiez les ressources les plus intéressantes en fonction de leur abondance et de votre stratégie économique.



USA

Données géographiques

Superficie : 9 363 123 km². 4e rang mondial, 17 fois la superficie de la France - 4 fuseaux horaires (6 si l'on inclut l'Alaska et Hawaï). Capitale : Washington, D.C. (0,6 M. d'h.). Villes principales : New York (8,4 M. d'h.), Los Angeles (3,9 M. d'h.), Chicago (2,9 M. d'h.), Houston (2,3 M. d'h.), Philadelphie (1,6 M. d'h.), Phœnix (1,6 M. d'h.), San Diego (1,3 M. d'h.) [Source : US Census, 2010] Langue(s) officielle(s) : Les États-Unis n'ont pas de langue officielle. L'anglais est la langue maternelle de 80 % de la population (12,3 % pour l'espagnol) Population : 308,8 millions d'habitants (recensement 2010) Densité : 32,06 habitants/km² Croissance démographique : Les États-Unis connaissent une forte croissance démographique : environ +1% par an (+13,1% entre 1990 et 2000, et +9,1% de 2000 à 2010).

Espérance de vie : 76 ans pour les hommes, 81 ans pour les femmes. Religion(s) : protestants (52%), catholiques (26%), juifs (1,4%), musulmans (0,6%). Il n'existe pas de religion d'État. 85% des Américains se déclarent croyants. Les protestantismes traditionnels déclinent au profit du courant évangélique. Les experts des questions religieuses soulignent toutefois la progression régulière de l'agnosticisme (15% environ) Indice de développement humain : classement PNUD : 8e en 2014 (France : 22e).

Données économiques

PIB (2015) : 17 942 Mds USD PIB par habitant (2015) : 55 837 USD Taux de croissance : 2,4% (2015) Taux de

La crise économique déclenchée en 2008 a été la pire que les États-Unis aient connue depuis les années trente (avec 8 à 9 millions d'emplois détruits, une très forte baisse du patrimoine des ménages et de la valeur des actifs immobiliers, une explosion des déficits publics), partant du marché de l'immobilier pour s'étendre à l'ensemble de l'économie. La hausse des défauts de paiements des ménages surendettés a alimenté la baisse continue de la valeur des actifs et l'augmentation des saisies des biens hypothéqués.

La reprise de l'économie américaine a été sensible à partir de 2010 et s'est confirmée par la suite. Dans son discours sur l'état de l'Union du 20 janvier 2015, le Président Obama a consacré la sortie de crise pour les États-Unis, et mis en avant les progrès accomplis, qui ont permis de créer 11 millions de nouveaux emplois depuis 2010.

En 2014, le taux de croissance a été de 2,4%, soit la meilleure performance annuelle depuis 2011, et s'est maintenu à ce niveau en 2015. Les facteurs de la reprise américaine se maintiennent : économie numérique, prix de l'énergie très bas grâce aux hydrocarbures non-conventionnels, modération des coûts salariaux, regain de compétitivité industrielle. Sur le front de l'emploi, le taux de chômage poursuit sa décrue (5%).

Le recul du pouvoir d'achat des classes moyennes nourrit en outre un débat sur les conséquences économiques de la montée des inégalités.

Le dynamisme de la reprise et les perspectives à moyen terme sont en outre largement portées par la nouvelle situation énergétique du pays. La production d'hydrocarbures non conventionnels (gaz de schistes, condensats des puits mixtes et pétrole de réservoirs lenticulaires – tight oils-) est en forte hausse et exerce une pression à la baisse sur les cours mondiaux. Les États-Unis, désormais premiers producteurs mondiaux de gaz naturel devant la Russie, pourraient bientôt retrouver le statut de premier producteur mondial d'hydrocarbures qu'ils occupaient dans les années 1970. Dans ce contexte, le Congrès américain a voté en décembre 2015 la levée de l'interdiction d'exportation de pétrole brut américain (qui datait de 1975). L'administration américaine a également commencé depuis plusieurs années à distribuer largement les licences d'exportation de gaz naturel et les premières arrivées de GNL américain en Europe sont intervenues en mars / avril 2016.

L'impact de cette situation énergétique sur les créations d'emplois est réel et la baisse du coût de l'énergie devrait continuer à favoriser la compétitivité et l'attractivité de l'économie américaine, notamment par le retour sur le sol américain d'industries ayant été délocalisées (pétrochimie, matériaux plastiques, etc.). Cette nouvelle donne (caractérisée par la disponibilité et le faible coût du gaz de schiste, et par la réduction des émissions de CO₂ qu'il permet, par substitution au charbon) met cependant sous tension la politique de Barack Obama visant à accélérer la transition énergétique, réduire les émissions, accroître les économies d'énergie et se préparer au changement climatique, sans entraver la production d'énergies fossiles (« all of the above strategy »). La baisse des cours du pétrole, en perturbant le secteur des hydrocarbures non conventionnels, pourrait également ralentir ces efforts (notamment dans le secteur automobile), et rendre plus difficile la maîtrise des émissions de CO₂.

Après avoir appelé sans grand succès le Congrès à adopter une législation plus avancée en matière de réduction des émissions de CO₂ et d'efficacité énergétique, le président Obama a privilégié depuis le début de son second mandat la voie réglementaire pour mettre en œuvre son programme dans ce domaine, présenté dans un nouveau plan climat en juin 2013. Conformément aux annonces de ce plan, l'Environmental Protection Agency (EPA) a adopté le 3 août 2015 une réglementation fixant des normes d'émissions de CO₂ pour les nouvelles centrales électriques.

L'administration américaine a présenté en mars 2015 sa contribution nationale (INDC) en vue de la CoP21, qui reprend les objectifs de la première annonce sino-américaine de novembre 2014 : les Etats-Unis s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de 26 à 28% en 2025 par rapport à 2005 (en 2009 à Copenhague, les Etats-Unis s'étaient fixé l'objectif de réduire leurs émissions de GES de 17% en 2020 par rapport à 2005). Le Clean Power Plan, mesure phare de cette contribution, a été adopté le 3 août 2015. Cette réglementation, annoncée par Barack Obama en juin 2013 dans le cadre de son plan climat, fixe pour la première fois un objectif de réduction des émissions de CO₂ des centrales électriques existantes, de 32% en 2030 par rapport à 2005. Le Clean Power Plan fixe par ailleurs un objectif de 28% d'énergies renouvelables dans la production d'électricité des Etats-Unis d'ici 2030 (contre 13% actuellement). Néanmoins, à la suite d'un recours introduit par 27 Etats américains refusant de mettre en œuvre les dispositions du Clean Power Plan, la Cour suprême a décidé le 9 février 2016 d'en suspendre temporairement certaines dispositions. Il ne s'agit pas d'un jugement définitif, le jugement ultérieur ne sera probablement pas prononcé avant 2017.

Les États-Unis ont signé le 22 avril 2016 à New York l'accord de Paris sur le climat et se sont engagés à l'introduire en droit américain d'ici la fin de l'année.



Consignes :

1. Localisez votre territoire continental ainsi que les territoire marins dont vous disposez en exclusivité en vue de leur exploitation économique.
2. A l'aide des documents, localisez sur cette carte les différentes ressources maritimes que vous pouvez exploiter.
3. Identifiez les ressources les plus intéressantes en fonction de leur abondance et de votre stratégie économique.



Zone Économique Exclusive (ZEE)

La zone économique exclusive (ZEE), création juridique récente, est consacrée par la troisième conférence de l'Organisation des Nations Unies sur le Droit de la Mer, lors de l'adoption de la convention de Montego Bay (10 décembre 1982).

Au fil du temps, tous les pays ayant une façade maritime se sont vus attribuer, revendiquent ou négocient un domaine plus ou moins complexe.

Article 55

Régime juridique particulier de la zone économique exclusive

La zone économique exclusive est une zone située au-delà de la mer territoriale et adjacente à celle-ci, soumise au régime juridique particulier établi par la présente partie, en vertu duquel les droits et la juridiction de l'État côtier et les droits et libertés des autres États sont gouvernés par les dispositions pertinentes de la Convention.

Article 56

Droits, juridiction et obligations de l'État côtier dans la zone économique exclusive

1. Dans la zone économique exclusive, l'État côtier a :

a) des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles, biologiques ou non biologiques, des eaux surjacentes aux fonds marins, des fonds marins et de leur sous-sol, ainsi qu'en ce qui concerne d'autres activités tendant à l'exploration et à l'exploitation de la zone à des fins économiques, telles que la production d'énergie à partir de l'eau, des courants et des vents;

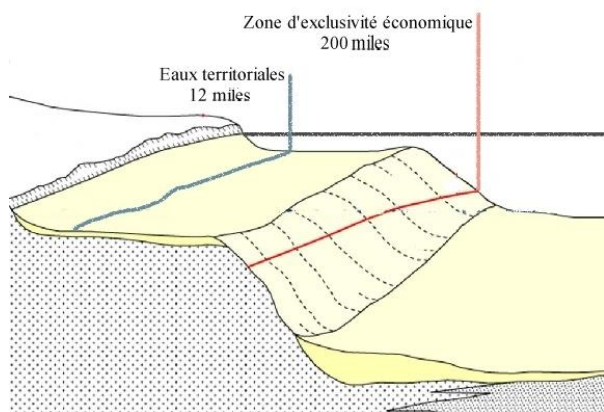
b) juridiction, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, en ce qui concerne :

- i) la mise en place et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages;
- ii) la recherche scientifique marine;
- iii) la protection et la préservation du milieu marin;

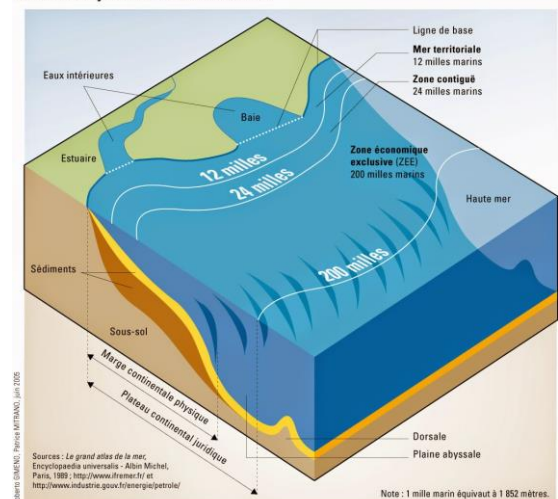
c) les autres droits et obligations prévus par la Convention.

2. Lorsque, dans la zone économique exclusive, il exerce ses droits et s'acquitte de ses obligations en vertu de la Convention, l'État côtier tient dûment compte des droits et des obligations des autres États et agit d'une manière compatible avec la Convention.

3. Les droits relatifs aux fonds marins et à leur sous-sol énoncés dans le présent article s'exercent conformément à la partie VI.



Les limites de juridiction et de souveraineté



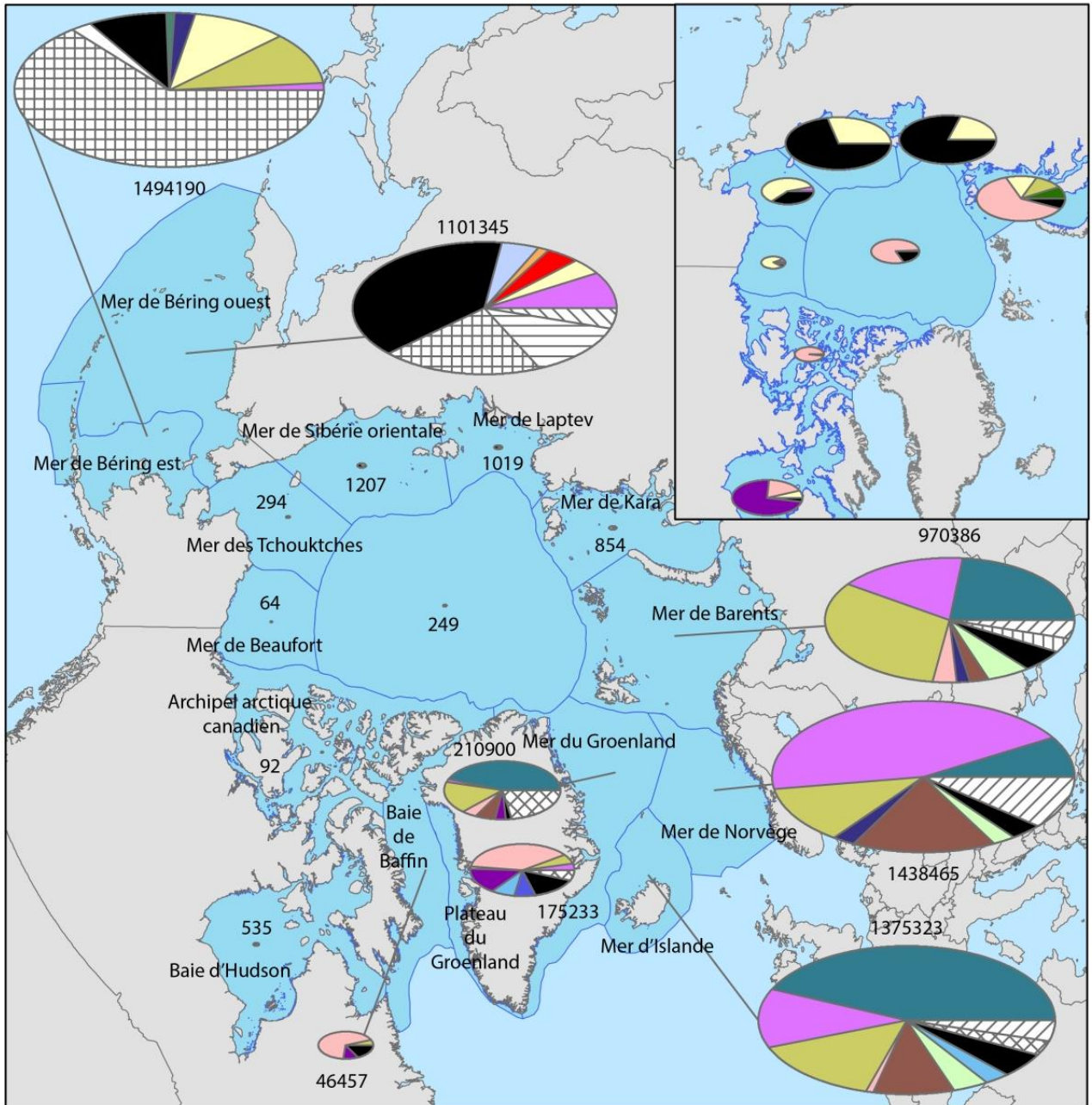
Source : Le grand atlas de la mer, Encyclopédie universelle - Alain Michel, Paris, 1989 - <http://www.framer.fr/> et <http://www.industrie.gouv.fr/energie/petrole/>

SciencesPo.

In Questions internationales n°14, juillet-août 2005, La Documentation française, Atelier de cartographie de Sciences Po, 2008, www.sciences-po.fr/cartographie

Seul l'usage pédagogique en classe ou centre de documentation est libre. Pour toute autre utilisation, contactez carto@sciences-po.fr

Activité de la pêche dans les Vastes Écosystèmes Marins de l'Arctique en 2006



Espèces pêchées

66 000 (en tonne)

Capelan

Hareng (pacifique et atlantique)

Morue (atlantique et pacifique)

Saumons (kéta, atlantique, rose et autres salmonidés)

Crevettes nordiques (pandalus borealis et aesop)

Maquereau (Atka et atlantique)

Crabes (royaux et des neiges)

Merlan bleu

Crustacés

Poissons plats

Haddock

Flétan du Groenland

Mollusques marins

Perche d'océan

Quahog nordique

Groupe mixte

Limande du Japon

Colin d'Alaska

Sébaste (dont mentella)

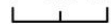
Balaou du Pacifique

Morue Polaire

Lieu noir

Calmar

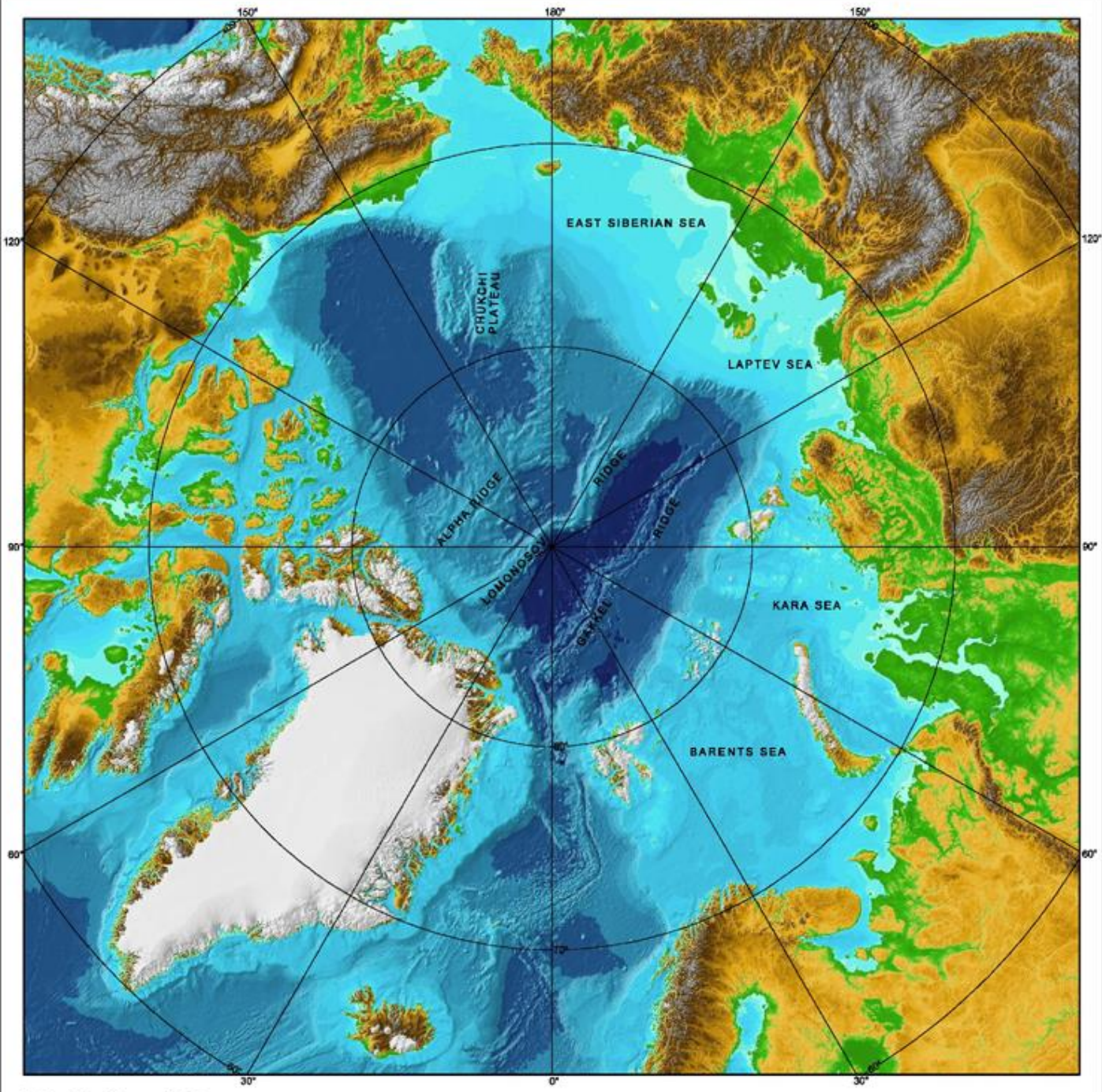
0 500 1 000 Kilomètres



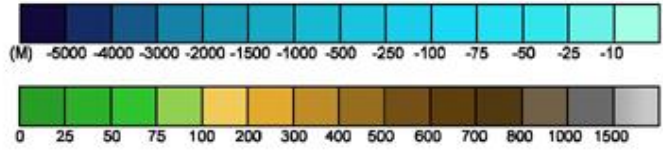
Auteur : Augustin Boyer Chamard-Bangratz

Source : Sea Around Us (données compilées par l'auteur)

Projection : stéréographique au pôle nord

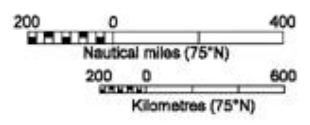


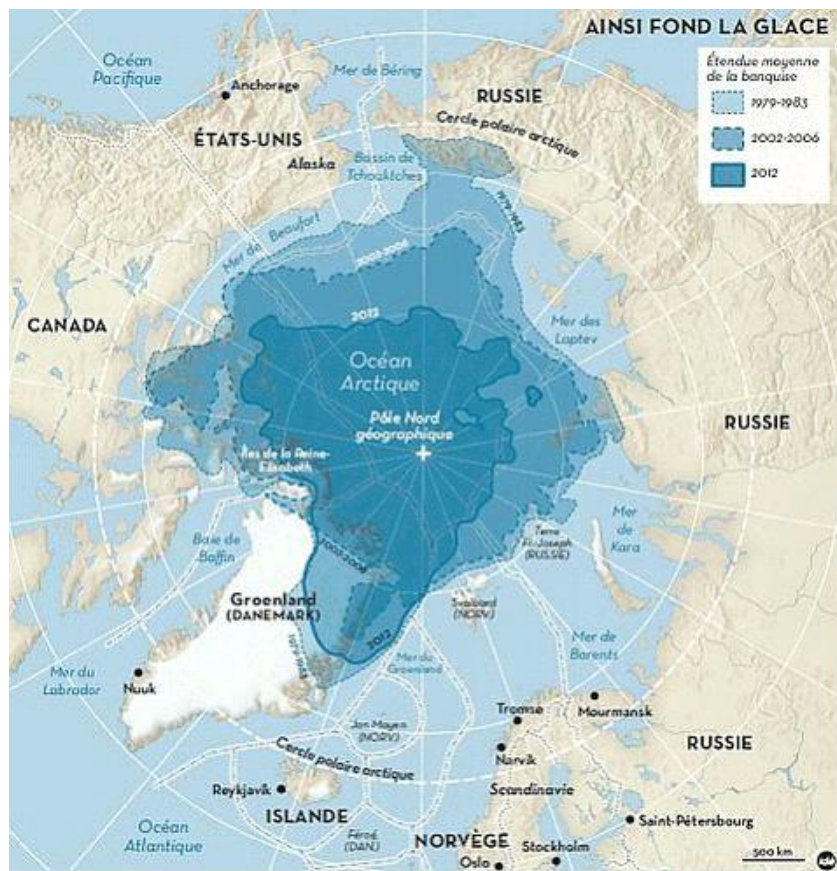
Bathymetric and topographic tints



Scale: Varies with plot size
 Map projection: Polar stereographic
 Standard parallel: 75°N
 Horizontal datum: WGS 84

Glaciers larger than 90 km² were plotted in white irrespective of elevation using the same shading parameters as in the rest of the map.





Source : Libération